

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 3 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société PRIMAGAZ**

RD33 - Route de Marthon  
16380 Chazelles

Références : 2025\_329\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0100284006

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement PRIMAGAZ implanté D33 - Route de Marthon 16380 Chazelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRIMAGAZ
- RD33 - Route de Marthon 16380 Chazelles
- Code AIOT : 0100284006
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cuve aérienne de stockage de propane (rubrique ICPE n°4718, régime de la déclaration avec contrôle périodique) sur un site dédié situé sur la commune de Chazelles.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque surpression/projection
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.1.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non conformité majeure relevée par l'organisme de contrôle agréé, le 02/08/2023, n'a pas fait l'objet des actions correctives appropriées, plus de 18 mois après et malgré un contrôle complémentaire récemment effectué en novembre 2024.

Un délai de 3 mois est laissé à l'exploitant pour proposer et mettre en œuvre les mesures permettant le retour à la conformité.

Il est rappelé que la distance d'éloignement minimale, ici non respectée, constitue une mesure de protection en cas de relargage accidentel de gaz propane par surpression interne de la cuve de stockage.

**À défaut de réponse dans le délai fixé, une mise en demeure pourra être proposée au préfet en application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance d'isolement des organes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté Ministériel du 23/08/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées</p> <p>Annexe I - 2.1.2. Réservoirs</p> <p>a) Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes est implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site. (...).</p> <p>Constat effectué le 27/11/2024, lors du contrôle complémentaire de la société ALPES Contrôles (organisme agréé par le ministère de l'environnement) :</p> <p>Non Conformité Majeure (NCM) :</p> <p><i>"distance de 3,4 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site, au lieu de 5 mètres."</i></p> <p>Un 1<sup>er</sup> constat identique de NCM a été fait lors du contrôle initial réalisé le 02/08/2023. Il s'agit donc d'une NCM non traitée au-delà du délai fixé par le code de l'environnement (R.512-59-1).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage de propane relève du régime de la Déclaration pour la rubrique ICPE n°4718.</p>

La société ALPES Contrôles a informé l'inspection des installations classées par mail du 10/01/2025 de la persistance d'une non-conformité majeure (NCM) à l'issue du contrôle complémentaire du stockage de propane exploité par la société PRIMAGAZ à Chazelles.

Suite à ce signalement, l'inspection a, par mails du 15/01/2025 et du 11/02/2025, sollicité l'exploitant du stockage, la société PRIMAGAZ, pour connaître les actions correctives réalisées ou prévues pour traiter la non-conformité majeure persistante.

Aucune des sollicitations de l'inspection n'ayant reçu de réponse de la part de l'exploitant, une visite d'inspection a été déclenchée sur le site de stockage, de façon inopinée.

Lors de la visite, il a été constaté que la distance entre les soupapes de sécurité situées en partie supérieure de la cuve de stockage de propane et les limites du site (sur 2 faces) matérialisées par la clôture, était bien inférieure à 5 mètres, minimum requis par la réglementation.



Vue d'ensemble du site de stockage



Soupapes de sécurité

Cette situation est contraire à l'obligation de positionner les soupapes de sécurité du réservoir à au moins 5 mètres des limites du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dans un délai maximal de 3 mois, des mesures correctives prises ou prévues pour traiter la non-conformité majeure persistante relative à l'éloignement des soupapes de sécurité vis-à-vis des limites du site de stockage.

Le déplacement des clôtures, de telle sorte que la distance minimale de 5 mètres soit respectée, doit être examiné.

Par ailleurs, il est rappelé que l'exploitant peut solliciter auprès du préfet la modification de certaines prescriptions applicables à l'installation de stockage en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23/08/2005 et de l'article R.512-52 du code de l'environnement.

Article 3 de l'arrêté du 23 août 2005

*« Le préfet peut, dans les conditions prévues à l'article R.512-52 du code de l'environnement, au vu de justificatifs techniques appropriés, des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, adapter par arrêté les dispositions du présent arrêté. »*

Une telle demande devra comporter les éléments d'appréciation pertinents (étude de dangers prenant en compte tous les phénomènes dangereux liés au stockage de gaz pour justifier de l'acceptabilité du risque) justifiant que le niveau d'acceptabilité des risques de l'installation sur son environnement n'est pas dégradé. In fine, si une suite favorable et réservée à une telle demande, un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions spéciales devra alors être pris.

**À défaut de réponse dans le délai fixé, l'inspection se verra dans l'obligation de proposer au préfet de la Charente une mise en demeure de l'entreprise PRIMAGAZ en application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois